

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de **restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires** en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

SEPTEMBRE 1965 - 3^e Année - N° 24

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F. 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

L'impérialisme n'est pas un "TIGRE DE PAPIER" !

LES opportunistes n'eurent pas plus tôt vanté les bienfaits de la « coexistence pacifique » et l'assouplissement des « tigres de papier » que leurs espoirs se trouvèrent violemment bousculés par l'explosion des antagonismes inhérents à la société bourgeoise. On nous présentait comme victoires décisives sur l'impérialisme la constitution d'un « système socialiste mondial » et le mouvement d'émancipation des peuples coloniaux. Sachant bien que le socialisme ne se conquiert pas sur le terrain de la lutte entre Etats, mais sur celui des luttes de classe du prolétariat, nous avons repoussé dès le début cette perspective idiote et de trahison. Très vite, du reste, le bloc oriental a montré la fragilité de tous les blocs impérialistes. Les manifestations d'indépendance politique ou économique des différents pays de l'Est, la rupture de la Chine surtout, ont déjà suffisamment prouvé que l'U.R.S.S. n'a pas créé un système cohérent et harmonieux d'économie sociale, mais un simple bloc d'Etats nationaux bourgeois plus ou moins homogène, plus ou moins lié par des intérêts de conservation sociale et par des égoïsmes nationaux. Comment pourrait-il en être autrement alors que dans chacun de ces pays sont exaltées les notions de profit, de concurrence et de libre entreprise ? Les « tigres » ne sont en papier que dans la mythologie politique chinoise ; mais dans la jungle des rapports mercantiles, ils surgissent toujours en chair et en os.

De la victoire des mouvements anticoloniaux dans la plupart des pays d'Afrique et d'Asie, Russes et Chinois ont également tiré argument pour dire que l'impérialisme en serait affaibli et condamné. Privé des marchés coloniaux, réduit à ses frontières « nationales » chaque impérialisme devait, soi-disant, mourir d'une mort naturelle pour peu qu'on l'empêche de déclencher une guerre et que les démocrates petits-bourgeois exigent dans les métropoles une répartition plus « équitable » des profits. Toute lutte politique prit ainsi la forme d'une « lutte pour la paix » et son enjeu se résuma en ces mots magiques : « expansion », « progrès social », « développement économique ». Avec ces quelques formules on court les « conférences au sommet ». Il n'en fallait pas plus pour que le « tigre » sorte ses griffes. En Amérique latine, les U.S.A. renversèrent par la force les gouvernements des démocrates petits-bourgeois et déchiraient leur « alliance pour le progrès ». Ils balkanisaient l'Afrique noire, rachetaient avec des dollars l'Egypte de Nasser, envoyaient leurs mercenaires au Vietnam. Au même moment, l'U.R.S.S. abandonnait la Chine populaire à la famine et pour toute aspiration des peuples opprimés ne « soutenait » plus que celle à commercer sur un pied d'égalité avec les grandes métropoles. Pendant que les opportunistes se disputaient pour savoir si les guerres étaient toujours inévitables, les événements de la politique mondiale sont venus montrer que sur la base du système capi-

taliste actuel c'est l'impérialisme qui est inévitable avec tout son enchaînement de luttes, ouvertes ou secrètes, pour l'exportation de capitaux et la conquête de nouvelles sphères d'influence.

La caractéristique du réformisme petit-bourgeois est de rejeter sur des personnes, des « cliques » ou des « factieux » la responsabilité des actes de violence qui surgissent inévitablement du sous-sol de l'économie bourgeoise. La réaction ouverte de l'impérialisme ? C'est la faute à Khrouchchev. La faillite du « socialisme » algérien ? C'est la faute à Boumediène. Plus généralement les démocrates petits-bourgeois « sépa-

rent la politique de l'impérialisme de son économie » (Lénine). Ils échafaudent de la sorte une politique de « progrès social » sur la base du capitalisme monopoliste, ou une politique d'« indépendance nationale » en maintenant l'essentiel des rapports économiques que l'impérialisme noue par-dessus les frontières. Et ensuite ils s'étonnent et se lamentent que cet échafaudage s'effondre régulièrement ! En réalité, ils veulent faire croire que tout en conservant les rapports de production actuels, une autre « politique » est possible, non « réactionnaire », plus « pacifique », plus

(Suite en page 4)

Grève ou négociation

Depuis octobre 1964 l'année revendicative s'est déroulée sous le signe des actions entreprises en vue « d'imposer la négociation » au patronat et à l'Etat. Cette « tactique » a eu les résultats que l'on sait. Mais imperturbables, les syndicats de collaboration de classe, notamment la C. G. T., continuent dans la voie tracée.

EPILOGUE CHEZ PEUGEOT :

Le 9 juin les syndicats réclamaient la « reprise des discussions ». Après les avoir lanternés plus d'un mois, la direction de la S. A. P. consent à les informer : « Les discussions entre Peugeot et les syndicats interrompues depuis le 9 avril — dit « L'Humanité » du 13 juillet 1965 — ont repris ». Peugeot accorde : 1) augmentation de salaires de 1,50 %, à partir du 1^{er}

septembre ; 2) le paiement de la prime de bilan fin juillet (comme les années précédentes : Peugeot n'est pas rancunier !) ; 3) paiement, pour tout le personnel, de la seconde tranche de la prime de lancement : 50 F (la première partie de cette prime n'a pas été payée aux grévistes) ; 4) augmentation de 5 F de la prime de charge de famille (qui passe de 100 F à 105 F !).

Les dirigeants syndicaux, qui ont toujours bonne conscience, déclarent « que la direction a été obligée de tenir compte de la lutte menée pendant neuf semaines... ». Pourtant il leur faut constater que Peugeot, invoquant la concurrence nationale et internationale « maintient sa politique des horaires sai-

(Suite en page 4)

EN ITALIE COMME EN FRANCE

les syndicats défendent l'ordre capitaliste

Du milieu de l'année dernière au milieu de celle-ci, l'Italie a été continuellement le théâtre d'agitations, grèves, manifestations, occupations d'usines sans pourtant qu'aucun de ces épisodes de la lutte de classe ait atteint l'apogée des conflits d'il y a deux ans lorsque dans les deux secteurs-clés de la métallurgie et de la construction se déroulèrent, malgré les directives « pacificatrices » des syndicats opportunistes, de longues batailles et des heurts avec les forces de l'ordre.

Cette vague d'agitations est la conséquence de la situation générale. La force de travail employée dans l'industrie a baissé de 330.000 unités au cours de l'année 1964, le nombre des chômeurs atteignant au total un million et demi ; l'horaire de travail est tombé, durant de longs mois, à un niveau très bas (dans la seule province de Turin, sur environ 400.000 travailleurs de l'industrie, 220.000 ont travaillé moins de 40 heures par semaine en 1964, et le chiffre serait beaucoup plus élevé si l'on considérait la seconde moitié de 1964 et la première de 1965 au lieu de l'année 1964 tout entière) ; le pouvoir d'achat du salaire a fortement diminué, son montant global baissant lui-même à cause du non-paiement ou du paiement partiel des primes de productivité qui, en Italie, sont une composante essentielle du « revenu » ouvrier ; de nombreuses entreprises ont complètement interrompu leur activité et les petites entreprises qui surgissaient comme des champignons dans la période du « miracle économique », ont fait faillite.

Cette situation a touché uniformément tous les secteurs de l'activité économique sans épargner aucune catégorie, ni dans l'industrie, ni dans l'agriculture, mais elle a frappé plus durement et avec plus de continuité les ouvriers du textile et du bâtiment, les métallos, aussi durement touchés, l'étant moins constamment. Nous ne pouvons donner ici une chronique même partielle des agitations qui se sont déroulées dans l'année : il suffit d'indiquer qu'il ne s'est pratiquement pas passé un jour sans que dans un secteur, une entreprise ou une localité ne se produisent des grèves, des arrêts de travail, des manifestations ouvrières, et d'ajouter que, malgré les signes timides d'une reprise économique que brandissent les autorités gouvernementales, cette fermentation est bien loin aujourd'hui encore de s'apaiser.

Le fait est que le front patronal agit à l'égard des ouvriers avec une froide détermination qui traduit l'absence d'un front organisé de défense et de contre-attaque du côté du prolétariat. Non seulement il existe un fort chômage, un sous-emploi plus fort encore, et une chute constante des gains réels des ouvriers, mais les contrats nationaux difficilement « conquis » ces dernières années par les diverses catégories sont systématiquement et impunément violés par les employeurs, qui peuvent les ignorer et les violer selon leur bon plaisir dans la certitude où ils sont que la réaction prolétarienne, si elle se manifeste, trouvera une barrière efficace dans la politique capitulade des organisations syndicales.

Les agitations quasi-incessantes que nous avons rappelées ont été toujours caractérisées, en fait :

1) par une extrême fragmentation, au point qu'une grève générale n'a jamais été déclenchée cette année, non seulement pour toutes les catégories ouvrières, mais même pour une seule d'entre elles, et qu'à peu près dans tous les cas, chaque catégorie est entrée en lutte à des moments différents selon les régions, les provinces, les villes et même les entreprises ;

2) par la rapidité avec laquelle les bonzes syndicaux les ont suspendues à la première annonce... d'une disposition des employeurs à « traiter » ;

3) par la durée réduite de chaque grève : les 24 heures n'ont été que

très rarement dépassées et dans la grande majorité des cas elles ont été réduites à des arrêts de travail « bidons » de 3 ou 4 heures répétés dans la même entreprise à une semaine... ou plusieurs mois d'intervalle.

Les syndicats (n'oublions pas qu'en Italie, à côté de la vieille C.G.I.L., existent au moins deux autres syndicats, l'un d'inspiration démocrate-chrétienne, la C.I.S.L., l'autre d'inspiration social-démocrate, l'U.I.L., tandis que la C.G.I.L. autrefois rouge accepte passivement — au nom de l'« unité » — de rester à la remorque de ces centrales traditionnelles jaunes ou blanches) ont ainsi interdit toute solidarité active entre prolétaires ; à l'offensive des licenciements ils ont opposé leur ignoble politique de l'acceptation des licenciements « négociés » (la théorie officielle stipule que les licenciements sont acceptables si l'on peut démontrer qu'ils sont provoqués par une « juste cause » et si, celle-ci une fois reconnue, le syndicat « ouvrier » leur donne l'aval de sa signature) ; à l'unité compacte du front patronal, ils ont opposé une politique d'« articulation » qui a émietté et finalement stérilisé toute bataille de classe ; mais surtout, en liant les revendications économiques des ouvriers à des mots d'ordre tels que la défense de la démocratie, l'augmentation de la productivité, le respect de la loi, le souci des intérêts de la production nationale, la planification démocratique et le recours à l'Etat conçu comme un organisme situé au-dessus des classes et soucieux du « bien de tous les citoyens », l'institution du syndicat d'entreprise et des contrats d'entreprise réglant les primes, les normes et les conditions de travail, ils ont étouffé toute possibilité de voir les luttes économiques sortir de l'impasse de la catégorie, de la localité, de l'entreprise et des limites de la légalité bourgeoise pour se transformer en lutte politique directe contre le capital. Et tout cela pendant que les travailleurs démontraient en pratique qu'ils étaient bien décidés à lutter et qu'en de nombreux épisodes ils débordaient les directives imposées par les bonzes, réclamant ou imposant la grève sans limitation de durée, manifestant ouvertement leur désapprobation des négociations hâtivement amorcées par les dirigeants pour liquider les agitations.

C'est contre cette politique de désagrégation des énergies prolétaires et d'assujettissement des organisations syndicales aux intérêts de la « nation » que nos camarades à l'échelle locale, et le parti tout entier sur le plan national, se sont battus et continuent à se battre, suivant en cela les directives générales parues récemment sur « Le Prolétaire » également et qui ne sont nullement circonscrites à l'Italie, mais valables pour tous les pays et toutes les périodes. Ils l'ont fait par la propagande orale et écrite, par de nombreuses interventions dans des assemblées syndicales, par la diffusion de tracts, sans s'illusionner sur les possibilités de renverser un cours historique dont le prolétariat ne pourra sortir qu'au prix d'un long et pénible calvaire, mais en sachant que par cette action incessante de critique de l'opportunisme et de revendication des bases immuables du marxisme révolutionnaire même dans ce cadre étroit des luttes économiques, ils créent les conditions d'une reprise, même si elle n'est pas immédiate.

En se proclamant « apolitiques », les syndicats opportunistes ont à nouveau confirmé qu'ils étaient en réalité asservis à la politique de conservation du capitalisme. Fidèles à une tradition qui remonte à 1848 et à laquelle le prolétariat doit ses plus fulgurantes victoires, nous répétons en Italie comme ailleurs, que même sur le terrain des revendications immédiates la classe ouvrière ne peut rien obtenir sans une lutte politique inspirée par les buts finaux du renversement violent du capitalisme et de l'instauration de la dictature communiste, et donc sans la direction du parti politique révolutionnaire.

Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial selon les positions qui depuis plus d'un demi-siècle constituent le patrimoine historique de la gauche communiste

Points de référence

I. — Les questions concernant la doctrine du parti, son action dans les situations historiques successives et donc son programme, sa tactique et la structure de son organisation doivent être considérées comme un tout. Au cours de sa lutte, la Gauche communiste les a maintes fois énoncées sans jamais y apporter de modifications. La presse du parti pourra être appelée à reproduire les textes relatifs à ces questions et nous nous contenterons ici d'en rappeler quelques-uns qui sont fondamentaux.

a) Thèses complètes de la frac-

Principes historiques

2. — Les textes ci-dessus mentionnés et tous ceux qui seront publiés dans les volumes successifs de l'Histoire de la Gauche communiste ont constamment réaffirmé quelques résultats considérés comme patrimoine du marxisme révolutionnaire et formulés dans des textes classiques tels que le Manifeste du Parti Communiste de 1848 et les Statuts de la Ière Internationale de 1864.

Ils sont également placés sur les bases programmatiques des Ier et IIe Congrès de la Troisième Internationale fondée en 1919, et reprennent les thèses fondamentales de Lénine sur la guerre impérialiste et la révolution qui leur sont antérieures. En même temps, la Gauche prenait clairement position sur les grandes crises affrontées par le mouvement prolétarien au cours de son histoire, faisant siennes les solutions historiques qu'il leur donna et dans lesquelles se condensent la théorie des contre-révolutions et la doctrine de la lutte contre le danger toujours renaissant de l'opportunisme. Parmi ces solutions qui non seulement répondent à une saine vision théorique, mais sont liées à de grandioses luttes de masse, on peut citer :

a) la liquidation des courants petits-bourgeois et anarchistes voulue par Marx pour rétablir le principe fondamental de la centralisation et de la discipline à l'égard du centre de l'organisation et pour éliminer à tout jamais des conceptions nuisibles comme l'autonomie des sections locales et le fédéralisme des différents partis du mouvement mondial. Lors de l'éclatement de la guerre de 1914, ce sont elles qui furent cause de la honteuse faillite de la Seconde Internationale fondée en 1889.

b) l'appréciation que dans les textes rédigés pour la Première Internationale Marx donna de la glorieuse expérience de la Commune de Paris qui, dépassant les méthodes parlementaires, n'avait pas

Lutte de la Gauche communiste dans la IIIe Internationale

A l'époque suivante, ce qui forme le patrimoine inoubliable de la Gauche italienne est son diagnostic théorique et sa prévision historique justes des nouveaux dangers d'opportunisme qui s'étaient fait jour dès les premières années de vie de la nouvelle Internationale. La méthode historique permettra de traiter ce point sans développements théoriques ardu. Les premières manifestations d'opportunisme que la Gauche dénonça concernaient la tactique à suivre et les rapports à établir avec les vieux partis socialistes de la Seconde Internationale dont les communistes s'étaient séparés par des scissions. Plus tard, elle eut à combattre des mesures erronées en matière d'organisation.

Dès 1921, il était possible de prévoir que la grande vague révolutionnaire d'après 1918 irait en s'affaiblissant et que le capitalisme

tion communiste abstentionniste italienne de 1919.

b) Thèses de Rome, au second Congrès du Parti communiste d'Italie (mars 1922).

c) Positions de la Gauche communiste italienne aux Congrès internationaux de 1922 et 1924 et à l'Exécutif élargi de 1926.

d) Thèses de la Gauche communiste à la conférence illégale du Parti communiste d'Italie (mai 1924).

e) Thèses présentées par la Gauche au troisième congrès du Parti communiste d'Italie (Lyon 1926).

craint de recourir à l'insurrection et à la terreur.

c) la condamnation portée par la véritable gauche marxiste révolutionnaire à la veille de la première guerre mondiale non seulement contre le réformisme révisionniste, mais aussi contre le syndicalisme révolutionnaire des Sorel et autres.

Contaminant toute l'Internationale le premier tendait à abandonner la perspective de la catastrophe révolutionnaire propre au marxisme pour tomber dans une vision évolutionniste de l'histoire. Revendiquant le retour à l'action directe et violente, le syndicalisme révolutionnaire pouvait passer pour une réaction prolétarienne contre ce courant. En réalité, il n'était qu'une réaction « ouvriériste » au même titre que le labourisme d'extrême-droite, car il rejetait les seules armes capables de mener l'insurrection prolétarienne à la victoire et de briser les tentatives de restauration ou de corruption de la bourgeoisie pour établir les bases de la société communiste sans classes et sans Etat qui doit couronner la victoire prolétarienne dans le monde entier. Ces armes sont le parti révolutionnaire centralisé et la dictature prolétarienne usant de la terreur, positions fondamentales du marxisme que le syndicalisme révolutionnaire condamnait.

d) la critique et la démolition impitoyable par Lénine et la gauche de tous les pays de la social-démocratie qui en 1914 avait honteusement trahi non seulement en se rangeant sous les bannières de la patrie et de la nation, mais en prétendant enfermer le programme et l'action de la classe ouvrière dans les limites de la liberté et de la démocratie parlementaire bourgeoise, chose mille fois plus grave encore, car elle revenait à retomber dans ces déviations contemporaines de la naissance du marxisme qui considéraient les conquêtes de la jeune bourgeoisie comme éternelles.

tenterait une contre-offensive aussi bien économique que politique. Le Troisième Congrès qui se tint cette année-là eut raison de constater qu'il ne suffisait pas d'avoir formé des partis communistes sur un programme d'action violente, de dictature prolétarienne et d'Etat communiste si une large fraction des masses prolétariennes restaient sous l'influence des partis opportunistes responsables de l'assassinat des révolutionnaires allemands Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg et que tous les communistes considéraient alors comme les pires instruments de la contre-révolution bourgeoise ; mais il eut tort de subordonner l'action révolutionnaire à la conquête de la « majorité » du prolétariat sous le prétexte que les initiatives de partis numériquement faibles pouvaient encourir le reproche de blanquisme. La Gauche communiste italienne accepta d'autant moins cette for-

mule qu'entre autres choses on ne savait pas si la « majorité » en question était composée de purs salariés ou comprenait au contraire des paysans propriétaires et des petits capitalistes, des artisans et autres catégories de petits-bourgeois, c'est-à-dire le « peuple » en général. Elle avait donc un relent de démocratisme qui fit craindre à la Gauche qu'à la faveur de cet hommage à une conception électoraliste l'opportunisme ne renaissât dans la nouvelle Internationale. L'histoire n'a que trop confirmé le bien-fondé d'une pareille crainte.

Le IV^e Congrès, qui eut lieu en 1922, n'infirmait pas les prévisions pessimistes de la Gauche, dont la lutte énergique se poursuivait par la dénonciation des tactiques dangereuses (front unique entre partis communistes et socialistes ; mot d'ordre du « gouvernement ouvrier ») et des erreurs dans le domaine de l'organisation (accroissement des effectifs des partis communistes au moyen de fusions avec des partis ou fraction de partis, après tractations avec leurs états-majors ; admission dans l'Internationale de partis soi-disant « sympathisants », erreur fédéraliste évidente). Le troisième point sur lequel porta la critique de la Gauche fut celui des méthodes de travail de l'Exécutif de Moscou au sein de l'Internationale. Dès le début, elle dénonça le danger d'opportunisme que présentait l'usage de la « terreur idéologique » et surtout les pressions organisatives sur les partis ou sections de parti ayant commis des erreurs politiques ; mauvaise application des justes principes de la centralisation et de la discipline, de telles méthodes ne pouvaient aboutir qu'à une complète falsification de ceux-ci. Après 1923, et à seule fin de faire prévaloir de dangereuses erreurs centristes dans la politique du parti, Moscou ne cessa d'agiter le spectre du « fractionnisme » et de menacer d'exclusion le courant de gauche, sous le prétexte mensonger qu'il préparait une scission. Ce fut le cas dans tous les pays, mais particulièrement en Italie où la Gauche, suivie de toute la section italienne, n'en donna pas moins une preuve de discipline exemplaire en remettant la direction du parti aux camarades de la droite et du centre désignés par Moscou. Cette question des méthodes de travail de l'Internationale fut discutée à fond non seulement en Italie mais dans les Congrès mondiaux. Son importance ne le cède en rien à celle de l'opportunisme tactique et des premières erreurs de caractère fédéraliste. En Italie, par exemple, c'est en invoquant l'obéissance aux ordres de Moscou que la direction centriste combattit la Gauche, ce qui ne l'empêcha pas, par ailleurs, d'accuser cette dernière d'avoir exercé une dictature sur le parti lorsqu'elle détenait encore la direction (1921-22), bien qu'à cette époque les centristes se soient à maintes reprises déclarés pleinement d'accord avec elle.

En 1925, lors de la polémique qui précéda le Congrès de Lyon, Palmiro Togliatti, devenu comme on sait le champion de la liquidation de l'Internationale, allait jusqu'à exploiter contre la Gauche italienne la formule du « parti communiste international »

Dégénérescence de l'Internationale Communiste

4. Lorsqu'elle dénonçait les signes avant-coureurs d'une crise mortelle, il était facile de reprocher à la Gauche d'obéir à des préoccupations purement doctrinales : l'histoire a pourtant démontré que ses critiques et ses prévisions étaient justes.

En ce qui concerne la question tactique, il suffit, pour le prouver, de rappeler que le front unique avait été conçu et proposé comme un moyen de « ruiner » les partis socialistes et de les priver des masses qui les suivaient en les attirant vers le communisme.

En réalité, cette tactique a conduit à l'abandon du programme révolutionnaire de classe, preuve qu'elle présentait bien les dangers dénoncés par la Gauche. Il est évident aujourd'hui que les seuls résultats historiques du front unique de 1922 ont été les fronts populaires constitués pour appuyer le capitalisme démocratique dans la seconde guerre mondiale et les « fronts de libération » antifascistes qui, étendus à des partis ouvertement bourgeois, ont conduit à la collaboration de classe la plus ouverte, résultat le plus clair du monstrueux opportunisme qui s'était développé sur le cadavre de l'Internationale communiste. Quant aux premières manœuvres en matière d'organisation, c'est-à-dire aux fusions de 1922, elles ont créé les conditions de la déviation parlementaire et démocratique qui a ultérieurement affecté tous les partis communistes et qui constitue un total reniement des thèses parlementaires de Lénine au II^e Congrès. En renonçant à l'unité de l'organisation mondiale pour admettre divers partis socialistes, ouvriers, ou simplement populaires dans divers pays, le XX^e Congrès du parti russe a fini, en 1956, par faire exactement ce que la Gauche avait prévu : il a définitivement abandonné le programme de la dictature du prolétariat en présentant celle-ci comme un phénomène exclusivement russe et en prônant des « voies nationales et démocratiques » au socialisme, tout comme l'opportunisme de 1914, qu'il dépassait cependant en infamie puisqu'il ose se couvrir du nom de Lénine.

Pour en venir au troisième point, c'est la terreur stalinienne qui a démontré historiquement que la Gauche italienne avait eu raison de dénoncer les méthodes employées au sein de l'Internationale et les pressions exercées d'en haut sur les partis par l'Exécutif de Moscou. Utilisant le pouvoir d'Etat, le stalinisme a en effet réussi à ruiner le Parti de l'intérieur, n'hésitant pas devant des dizaines de milliers d'assassinats pour briser la résistance des marxistes révolutionnaires qui luttaient au nom des grandes traditions léniniennes et bolchéviques et de la victoire prolétarienne d'octobre. La Gauche qui, à l'époque, avait repoussé la concession d'un peu plus de démocratie dans le Parti et l'Internationale » par les centristes, n'avait que trop exactement prévu tout le développement ultérieur, sans que le rapport des forces lui permette malheureusement d'empêcher la troisième vague de l'opportunisme de submerger tout le mouvement communiste.

La Gauche avait pourtant indiqué à temps la juste voie à suivre

Reconstitution du Parti

après la seconde guerre mondiale

5. Après la seconde guerre mondiale, l'effort pour reconstituer partout le parti de classe s'est accompli dans une situation extrêmement défavorable, les événements internationaux et sociaux de cette terrible époque ayant permis à l'opportunisme d'obscurcir tous les termes du conflit de classe et de convaincre un prolétariat aveuglé de la nécessité de contribuer dans le monde entier au rétablissement du constitutionnalisme parlementaire et démocratique.

dans la question des rapports entre les partis et l'Internationale d'une part, le Parti et l'Etat russes, de l'autre. Si ce sont les positions exactement inverses qui triomphèrent, c'est qu'historiquement les rapports entre la politique de l'Etat russe et celle du prolétariat des autres pays furent établis de façon incorrecte. A l'Exécutif de l'automne de 1926, Staline découvrit ses cartes en déclarant que l'Etat russe avait cessé de subordonner son avenir à un heurt de classe général et au renversement du capitalisme des autres pays et qu'il s'agissait désormais pour lui de « construire le socialisme » à l'intérieur de ses frontières, alors que Lénine n'avait jamais parlé que d'y développer le capitalisme en attendant la révolution mondiale. Dès lors, il était facile de prévoir que l'opposition, apparue trop tardivement en Russie et écrasée sous l'ignoble accusation de « fractionnisme », serait exterminée au cours d'un sanglant conflit.

On arrive ici au délicat problème de l'appareil qui, sous prétexte de centralisme, servit à écraser les ardents révolutionnaires militant dans les différents partis, et dont la puissance provenait d'un vulgaire fait économique (Moscou détenait les moyens de payer les fonctionnaires de l'Internationale), bien plus que du prestige du bolchevisme, de Lénine et d'Octobre. La Gauche assista à cette honte dans un silence héroïque à cause d'un autre terrible danger : la déviation petite-bourgeoise et anarchisante, qui aurait tiré de ces faits de corruption une prétendue « confirmation » de ses positions pernicieuses, à savoir que si le prolétariat veut s'émanciper, il doit renoncer au parti et à l'Etat autoritaire. Or si l'orientation de Staline revenait à donner, dès 1926, la victoire à l'ennemi bourgeois, ces aberrations d'intellectuels petits-bourgeois sont de tout temps pour le capitalisme la meilleure des garanties de survie, puisqu'elles arrachent aux prolétaires l'unique moyen de l'abattre.

A l'influence honteuse de l'argent (qui disparaîtra dans la société communiste, mais seulement après une série d'événements dont l'établissement de la dictature révolutionnaire n'est que le premier) s'ajouta dans la Troisième Internationale l'utilisation d'une arme que la Gauche caractérisa comme parlementaire et diplomatique et tout juste digne de la très bourgeoise Société des Nations : selon les cas, on encouragea ou flétrit le carriérisme et les vaines ambitions des petits chefs qui pullulaient dans les rangs du mouvement, si bien que chacun d'eux était placé devant l'alternative d'une notoriété immédiate et commode s'il acceptait docilement les thèses de la toute-puissante centrale de Moscou, ou bien de l'obscurité (et peut-être de la misère) s'il voulait défendre les justes thèses révolutionnaires dont celle-ci avait dévié.

C'est aujourd'hui une évidence historique que ces centrales nationales et internationales étaient sur la voie de la trahison, comme la Gauche l'avait prévu, et c'est la raison qui leur retire tout droit d'exiger l'obéissance et la discipline de la base.

Directeur - Gérant
F. GAMBINI
B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{III})

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.

ques défavorables. Appliquant la méthode historique, c'est-à-dire reposant toutes les questions « sur le fil du temps », il s'efforça essentiellement de montrer au prolétariat les résultats historiques de sa longue et douloureuse retraite de classe et la validité des principes marxistes. Il ne s'agissait pas là d'une œuvre de diffusion culturelle et encore moins de la propa-

Premières difficultés

6. Dans son effort pour s'organiser sur des bases propres, notre mouvement a rencontré diverses autres difficultés dues à des perspectives trop optimistes et à la croyance en la possibilité d'une reconstruction rapide du parti dans la grande tradition révolutionnaire du marxisme. Il pouvait y avoir quelque chose de généreux à croire que des événements historiques analogues à ceux qui avaient suivi la première guerre mondiale (vague révolutionnaire - action des bolchéviks et de Lénine contre la peste opportuniste - victoire de la révolution russe) se produiraient après la seconde, mais c'était néanmoins une grave erreur. Pareille perspective ne tenait pas compte de la faim de démocratie qu'avait suscitée dans le prolétariat les exploits fascistes et hitlériens et plus encore l'illusion qu'il suffisait du rétablissement de la démocratie pour rendre la révolution à nouveau possible. De telles illusions populaires et social-démocrates qui, comme la Gauche en avait toujours été bien consciente, sont la base de la contre-révolution. Excluaient un nouveau passage « de Kérenski à Lénine » au lendemain du second conflit mondial.

Pour la Gauche, l'opportunisme est un phénomène de nature non pas morale et réductible à une corruption des individus, mais sociale et historique qui fait qu'au lieu de combattre le front réac-

Victoire sur le démocratisme

7. La tâche du nouveau mouvement était de transmettre l'expérience historique de la génération qui avait vécu les luttes glorieuses du premier après-guerre, la scission de Livourne et la fondation du Parti communiste d'Italie aux nouvelles générations prolétariennes. Elle était de libérer ces dernières de l'enthousiasme insensé suscité par la chute du fascisme et de leur rendre la conscience de la nécessité d'une action autonome du parti révolutionnaire, de la sélection de forces décidées à lutter contre la grande bourgeoisie et tous ses serviteurs pour la dictature et la terreur prolétariennes. Pour accomplir cette tâche, le nouveau mouvement trouva spontanément une forme organique d'activité qui, en quinze ans, a fait ses preuves. Réalisant des aspirations déjà manifestes sous la Seconde Internationale et plus encore sous la Troisième, il sut éliminer de son sein toute influence du mythe bourgeois de la démocratie et toute forme de démocratisme intérieur, en parfaite cohérence avec toute la critique marxiste et les textes fondamentaux des organisations prolétariennes, de l'époque du *Manifeste communiste* à aujourd'hui.

L'histoire de l'humanité ne s'expliquant pas par l'influence d'individus physiquement, moralement ou intellectuellement exceptionnels, la lutte politique ne peut être considérée comme un processus de sélection de grandes personnalités et le démocratisme qui prétend qu'une telle sélection peut s'effectuer grâce à la comptabilisation des votes de toutes les classes sociales est encore plus anti-marxiste que les vieilles doctrines qui en faisaient l'affaire de dieu ou d'une aristocratie sociale. L'histoire est au contraire l'histoire de la lutte des classes. On ne peut la déchiffrer et en appliquer les enseignements aux batailles non plus critiques, mais violentes et armées opposant les différentes classes, sans

Education révolutionnaire

des générations d'après-guerre

8. L'ampleur, la difficulté et la longueur de l'œuvre à accomplir par le nouveau mouvement ne pouvaient pas attirer les éléments douteux désireux de faire une carrière rapide car elles excluaient les succès historiques à brève échéance. Le travail s'organisa sur la base de fréquentes rencontres de membres de toute l'organisation

gande de petites doctrines de secte. Il s'agissait de démontrer que théorie et action sont dialectiquement inséparables et que les leçons de l'histoire n'ont rien de livresque ou de professoral mais résultent du heurt d'immenses forces sociales si bien qu'on peut, en cas de défaite, parler de « leçons des contre-révolutions » comme le firent Marx et Lénine.

tionnaire de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, le parti ouvrier tend à mettre le prolétariat à la remorque de classes moyennes plus réactionnaires que la bourgeoisie elle-même. Comme phénomène social, l'opportunisme ne diffère donc pas du fascisme puisqu'il a comme lui pour effet d'asservir le prolétariat aux couches petites-bourgeoises (intellectuels ou classe politique et bureaucratique-administrative, qui en réalité ne sont pas des classes douées de vitalité propre).

Or, celles-ci ne peuvent pas être considérées comme ces déserteurs de la classe dominante dont Marx décrivait le passage à la classe révolutionnaire puisque, vivant d'une partie de la plus-value extorquée au prolétariat, elles sont les plus fidèles servantes de la conservation capitaliste. Pour en revenir à la déviation ci-dessus mentionnée, le nouveau mouvement tenta, sous son influence, de ressusciter les fameuses thèses de Lénine sur le parlementarisme révolutionnaire, sans comprendre que l'histoire avait irrévocablement démontré qu'il n'y avait plus rien à faire dans les parlements bourgeois, quelles qu'aient pu être en 1920 la grandeur et la noblesse de la position de Lénine visant à les faire sauter de l'intérieur, car loin de détruire les parlements, cette tactique avait conduit à les exalter lors de la triviale revanche de 1945 sur le fascisme.

mettre à nu les rapports économiques qui, dans des formes de production données, s'établissent entre elles. Ce théorème fondamental a été confirmé par le sacrifice des innombrables militants tombés sous les coups du Capital et dont la mystification démocratique a annihilé les généreux efforts. C'est de ce bilan d'oppression, d'exploitation et de trahison que la Gauche a tiré son patrimoine révolutionnaire. Il est donc clair que la voie historique la plus propre à libérer du fatal mécanisme démocratique, non seulement la société et ses institutions, mais la classe révolutionnaire elle-même et avant tout son parti politique était la seule voie à suivre. Cette aspiration de la Gauche ne peut être ramenée ni à une intuition miraculeuse ni aux lumières de quelque penseur. Elle est intimement liée à une série de luttes réelles, impitoyables et sanglantes, surtout lorsqu'elles se sont conclues par la défaite des révolutionnaires. On en trouve les traces dans toutes les manifestations de la Gauche, que ce soit à l'époque où elle luttait contre les blocs électoraux du parti socialiste avec la gauche bourgeoise, contre l'influence franc-maçonne et contre les guerres coloniales, ou lors de la guerre de 1914 où le prolétariat fut empêché de retourner les armes contre sa propre bourgeoisie par une propagande vantant les conquêtes sociales et les libertés de la démocratie, ou au lendemain de la révolution russe, au plus fort de la lutte contre la droite social-démocrate et contre le centrisme qui, diffamant la Gauche communiste italienne comme il avait diffamé le bolchévisme et la dictature soviétique, faisait tous ses efforts pour rétablir un pont entre le prolétariat et un démocratisme criminel. A tous ces stades, les textes de la Gauche témoignent de son aspiration à se libérer de l'influence démocratique jusque dans le vocabulaire.

aux nouvelles avant-gardes destinées à se former dans les masses prolétariennes qui, malgré tant de mensonges et de déceptions, finiront par s'insurger contre un capitalisme en pleine putréfaction et par sentir au vif de leur chair que la pire forme de celle-ci est représentée par les bureaucrates des grands syndicats et des grands partis et par la ridicule pléiade des intellectuels et artistes « engagés » (« engagés », ils le sont uniquement à se faire stipendier pour leur activité nuisible !) qui se mettent au service des classes riches par l'intermédiaire des partis traîtres et qui sont animés du pire esprit bourgeois, celui des classes « populaires ».

Une telle œuvre et un tel type d'activité sont inspirés des enseignements classiques de Marx et de Lénine. Ceux-ci avaient donné aux grandes vérités révolutionnaires la forme de thèses qui furent portées à la connaissance de tout le Parti.

La déviation culturaliste et la juste position du Parti

9. Avant de conclure sur cette question de la formation du Parti après la seconde guerre mondiale, il est bon de rappeler quelques résultats qui sont réellement historiques, en dépit des effectifs réduits du mouvement, car ils n'ont rien à voir avec les découvertes de quelconques et inutiles « génies » ni avec les résolutions solennelles de congrès souverains.

Tout d'abord, le Parti ne tarda pas à reconnaître que même dans une situation extrêmement défavorable, et même dans les pays où elle l'est le plus, on ne doit jamais considérer le mouvement comme une pure activité de propagande orale ou écrite et de prosélytisme politique. Partout, toujours et sans exceptions, la vie du Parti doit s'intégrer dans un effort incessant pour s'insérer dans la vie des masses, même lorsque les manifestations de celles-ci sont sous l'influence de directives opposées aux nôtres. C'est une vieille thèse du marxisme de gauche qu'on doit accepter de travailler dans les syndicats réformistes où se trouvent les ouvriers. Le Parti repousse donc l'attitude individualiste de ceux qui dédaignent d'y mettre les pieds et se détournent par principe des rares et timides grèves auxquelles ces syndicats se risquent. Dans de nombreuses régions, le Parti a désormais derrière lui une activité remarquable dans ce sens, même

Deux déviations-sœurs :

démocratisme et centralisme disciplinaire

10. Pour revenir à l'histoire des premières années de l'Internationale communiste, nous rappellerons que les dirigeants russes qui, non seulement avaient une profonde connaissance de la doctrine et de l'histoire du marxisme, mais avaient remporté la victoire d'Octobre, considéraient des thèses comme celles de Lénine comme un matériel que tous les militants devaient accepter, tout en reconnaissant qu'elles pouvaient être élaborées dans la vie ultérieure du Parti international. Ils demandèrent qu'on ne vote jamais, car toutes les thèses étaient unanimement et spontanément acceptées par toute la périphérie de l'organisation qui, dans ces années glorieuses, vivait dans une atmosphère d'enthousiasme et même de triomphe.

La Gauche partageait ces conceptions généreuses, mais considérait que pour atteindre les buts révolutionnaires, il aurait fallu rendre plus rigides certaines mesures d'organisation du parti, et préciser également toutes les normes de sa tactique.

Comme le relâchement qui se manifestait dans ce domaine et que la Gauche dénonça devant Lénine lui-même commençait à avoir des effets néfastes, la Gauche fut contrainte d'opposer ses rapports aux rapports de l'Exécutif et ses thèses aux thèses de celui-ci. Mais à la différence d'autres groupes d'opposition, en particulier russes, et du courant trostkyste lui-même, elle évita toujours soigneusement de demander une consultation démocratique de la base ou l'élection des comités directeurs par tous. Elle avait espéré sauver l'Internationale et son noyau de grandes traditions sans organiser de scissions et elle repoussa toujours l'accusation d'être organisée en fraction ou en parti dans le parti, et d'en avoir l'intention. Mé-

non seulement dans les réunions générales, mais dans les réunions locales et régionales et également au moyen de la presse. Il n'y aurait aucun sens à prétendre que les textes ainsi présentés étaient parfaits et non susceptibles de modifications. Tout au contraire, on a toujours admis au cours de ces dernières années, qu'il s'agissait de matériaux en continuelle élaboration et destinés à recevoir une forme toujours meilleure et plus complète ; d'ailleurs on a assisté à un nombre croissant d'excellentes contributions parfaitement en accord avec les positions classiques de la Gauche provenant de tout le Parti et même de camarades très jeunes.

C'est seulement en développant le travail dans cette direction que nous pouvons espérer un accroissement de nos effectifs et des adhésions spontanées qui feront un jour du Parti une force sociale.

s'il lui reste à affronter de graves difficultés et des forces hostiles numériquement supérieures. Mais même là où ce travail n'a pas atteint de développement appréciable, il faut repousser la conception qui voudrait réduire le Parti à de petits cercles fermés dépourvus de liens avec l'extérieur ou se limitant à chercher des adhésions dans le monde des opinions qui, aux yeux du marxisme, est un monde faux tant qu'on ne le traite pas comme une superstructure du monde des conflits économiques. Il serait tout aussi faux de vouloir subdiviser le Parti et ses sections en compartiments fermés exclusivement voués, selon les cas, soit à la théorie, l'étude, la recherche historique, soit au contraire à la propagande, l'activité syndicale, etc... Dans notre théorie et dans l'histoire réelle de notre mouvement, ces domaines sont absolument inséparables et en principe accessibles à tous les camarades.

Un autre résultat qui est un acquis historique auquel le Parti ne renoncera jamais est le refus de toutes les propositions tendant à accroître ses effectifs et à élargir ses bases au moyen de congrès constituants communs à tous les cercles et groupuscules qui pullulent depuis la fin de la guerre et qui élaborent des théories incohérentes et absurdes ou bien se contentent de condamner le stalinisme russe et tous ses dérivés locaux

me lorsque l'opportunisme naissant se fut transformé en opportunisme caractérisé, elle n'encouragea ni n'approuva les démissions individuelles du parti ou de l'Internationale.

Pourtant, cent passages des textes ci-dessus mentionnés montrent que la Gauche a toujours considéré que la voie menant à l'abolition des élections de camarades ou des votes de thèses devait conduire également à la suppression des radiations, des expulsions ou des dissolutions de groupes locaux, autre ignoble bagage du démocratisme. Elle a plusieurs fois affirmé en toutes lettres que ces procédés doivent devenir toujours plus rares au sein du parti pour finalement disparaître. Si c'est le contraire qui se produit, cela signifie simplement que le centre n'a pas correctement rempli ses fonctions, qu'il a perdu toute influence réelle et qu'il peut d'autant moins obtenir la discipline de la base qu'il l'exige plus sévèrement. A plus forte raison est-ce le cas quand, au lieu de servir à sauver des principes sains et révolutionnaires, ces questions disciplinaires servent à imposer les positions conscientes ou inconscientes d'un opportunisme naissant, comme ce fut le cas en 1924, 25 et 26.

Dans les toutes premières années de vie de l'Internationale communiste, la Gauche espéra que la fécondité de ce moment de l'histoire justifierait les concessions organisatives et tactiques, que celles-ci ne dureraient que le temps de laisser éclater les grandes révolutions d'Europe orientale et peut-être occidentale que Lénine attendait, et qu'ensuite on retournerait à une ligne de conduite intégralement conforme aux principes vitaux. Cette espérance fit progressivement place à la convic-

tion que l'Internationale marchait inéluctablement à la ruine et que le nouvel opportunisme ne pouvait manquer de prendre les formes classiques de l'exaltation de l'intrigue démocratique et électoral et des perspectives mirifiques. La Gauche continua donc sa lutte moins disposée que jamais à tempérer sa méfiance à l'égard du mécanisme démocratique et même les pires combinaisons électorales au sein des partis communistes furent impuissantes à la faire céder sur ce point.

Rejet de tous les constitutionnalismes

11. Néanmoins, la Gauche a toujours pensé que si les crises disciplinaires se multiplient au point de devenir la règle, c'est que quelque chose ne va pas dans la façon dont le Parti est dirigé. Le problème mérite d'être étudié, sans que la solution puisse jamais consister dans la recherche et le choix de chefs meilleurs, qui est une position caractéristique de l'opportunisme.

Une autre thèse de Marx et de Lénine sur laquelle la Gauche est restée extrêmement ferme est qu'il n'existe pas de formule constitutionnelle ou d'organisation capable de préserver magiquement le Parti de la dégénérescence et que le remède aux crises historiques auxquelles il est nécessairement exposé réside ailleurs. L'illusion contraire relève des conceptions petites-bourgeoises qui remontent à Proudhon et aboutissent à l'ordovisme italien et qui croient pouvoir résoudre le problème social par une formule d'organisation des producteurs. Dans l'évolution suivie par les partis, on peut certes opposer à la ligne ascendante du « parti historique » les hauts et les bas, voire les désastres subis par les « partis formels ». Les marxistes de Gauche s'efforcent précisément de ramener la courbe brisée de l'évolution des « partis formels » à la courbe continue et harmonieuse du « parti historique », mais c'est une position de principe qu'il serait puéril de vouloir transformer en recette d'organisation. Selon notre méthode historique, nous utilisons non seulement la connaissance du passé et du présent de l'humanité, de la classe capitaliste et du prolétariat, mais une connaissance directe et sûre de l'avenir de la société et de l'espèce, qui est la disparition des classes et de l'Etat prévue par le marxisme, la société nouvelle étant peut-être aussi, dans un certain sens, une société sans parti, à moins que l'on n'entende par Parti l'organe de défense de l'espèce contre l'évolution ou les dangers et catastrophes naturels.

La Gauche communiste a toujours mené sa longue lutte contre les tristes événements qui ont affecté les partis formels du prolétariat dans la ligne continue et harmonieuse des principes du Parti historique qui, des premières affirmations de la doctrine prolétarienne naissante à la société future que nous connaissons dans l'exacte mesure où nous avons justement caractérisé l'ignoble société présente, a traversé sans se briser les années et les siècles.

Lorsqu'Engels proposait d'adopter le vieux terme allemand de *Ge-meinwesen* (littéralement : être commun, c'est-à-dire communauté sociale) au lieu du mot *Etat*, la chose est à rapprocher du jugement de Marx selon lequel la Commune de Paris n'était déjà plus un Etat au sens propre, c'est-à-dire une corporation démocratique. Après Lénine, la question n'a plus besoin d'autres clarifications, et il n'y a pas de contradiction dans la géniale observation qu'en apparence Marx était beaucoup plus étatiste qu'Engels dans la mesure où c'est lui qui a le mieux précisé que la dictature révolutionnaire est un véritable Etat muni de forces armées, d'une police répressive et de tribunaux appliquant la terreur sans se laisser arrêter par aucun scrupule juridique. La question doit également être liée à la condamnation par les deux maîtres du socialisme scientifique de l'idéalisation que les socialistes allemands firent de l'Etat. Leur stupide formule du « libre Etat populaire » non seulement pouvait le démocratisme bourgeois, mais elle altérait totalement les termes du conflit de classe qui

(Suite en page 4)

(Suite de la page 3)

aboutit à la destruction de l'Etat historique de la bourgeoisie et à l'instauration sur ses ruines de la dictature révolutionnaire du prolétariat qui, bien que ne reconnaissant pas une constitution éternelle et se proclamant elle-même historiquement transitoire, n'en est pas moins implacable à l'égard de la classe ennemie.

Pour les fondateurs du socialisme scientifique, il ne s'agissait donc pas plus de découvrir un « modèle » constitutionnel de l'Etat futur

Parti et science bourgeoise

12. Une des tâches du Parti international est de traiter ce que nous appellerons par commodité la « question philosophique », ce que nous avons déjà fait en partie, de façon cohérente avec les positions classiques de Marx, d'Engels et de Lénine.

La première vérité que l'homme pourra conquérir est la notion de la future société communiste. Cette notion n'emprunte aucun élément à l'infamie présente, capitaliste, démocratique et chrétienne. Elle ne considère nullement comme un patrimoine commun à toute l'humanité et sur lequel elle devrait se fonder la prétendue science positive élaborée par la bourgeoisie révolutionnaire qui pour nous est une science de classe à détruire de fond en comble tout comme les scolastiques et les religions des précédentes formes de production. En ce qui concerne la théorie de la transformation communiste de l'économie, nous nous passons également de la science bourgeoise, car

Ce qu'est le centralisme organique

13. Le Parti que nous maintenons physiquement en vie et qui n'est pas indigne de s'insérer dans la ligne du grand parti historique considère que ces problèmes et d'autres encore font partie de son domaine d'action. Mais ces notions de haute théorie ne sont pas des expédients pour résoudre de petites querelles et de petites incertitudes humaines qui, malheureusement, dureront aussi longtemps que se trouveront dans nos rangs des individus dominés par l'influence barbare de la société capitaliste. Ces développements ne peuvent donc pas servir à définir le mode de vie propre au parti libéré de tout opportunisme. Celui-ci ne surgit d'aucune « révélation », mais il s'affirme progressivement, tel qu'il était déjà impliqué dans la conception du centralisme organique.

Cette thèse marxiste est un acquis de la Gauche que l'on peut retrouver dans toutes les polémiques qu'elle a dirigées contre le centre de Moscou en voie de dégénérescence. Le parti est en même temps un facteur et un produit du développement historique et, à moins de retomber dans un nouvel utopisme, on ne pourra jamais le considérer comme un élément extérieur et abstrait capable de dominer le milieu historique ambiant.

Que dans le Parti on puisse tendre à créer une ambiance féroce-ment anti-bourgeoise qui anticipe largement sur les caractères de la société communiste, c'est certain, et cela a été dit depuis longtemps, par exemple (et dès 1912) par les

que pour les bolcheviks d'en construire un pour l'édification du prolétariat des autres pays. Mais l'idée de fabriquer un modèle de parti parfait serait tout aussi vaine et peut-être davantage encore. Une telle idée se ressent des faiblesses de la bourgeoisie décadente qui, impuissante à défendre son pouvoir et à conserver son système économique qui s'en va en morceaux en même temps que sa pensée et ses doctrines de classe, se réfugie dans la cybernétique comme si celle-ci pouvait la sauver de la mort que le marxisme a prédit à sa civilisation.

si nous, marxistes, nous connaissons bien le capitalisme, les économistes officiels l'ignorent. Nous avons le même mépris à l'égard de la technique et de la technologie bourgeoises dont seuls des traîtres opportunistes retombés en enfance peuvent croire qu'elles marchent vers de grandes conquêtes. C'est au contraire de façon totalement révolutionnaire que nous avons édifié la science de la société. Quand cette œuvre de l'esprit humain aura atteint la perfection — et elle ne le pourra qu'après la destruction du capitalisme et de sa civilisation, de ses écoles, de sa science et de sa technologie de voleurs — l'homme pourra aussi pour la première fois faire la science de la nature physique à l'échelle aussi bien infinie qu'infinimentale, et déchiffrer son histoire, des origines (que les hommes de science bourgeois réconciliés avec le dogme continuent à appeler « création ») à l'avenir le plus lointain (et pour eux impenétrable).

jeunes communistes italiens. Mais cette aspiration ne peut pas nous conduire à considérer le Parti idéal comme un phalanstère entouré de murs infranchissables.

Aux créniches de Moscou, nous avons toujours opposé notre conception du centralisme organique dans laquelle la sélection des membres du parti dépend des conditions suivantes : massivement, le Parti formule sa doctrine, conduit son action, établit sa tactique à l'aide d'une méthode unique dans le temps et l'espace. Tous ceux qui s'y trouvent mal à l'aise ont la ressource évidente de le quitter. L'inscription au parti étant volontaire, même après la prise du pouvoir, on ne peut pas considérer comme une juste acception du centralisme organique le maintien de la discipline à l'aide de mesures violentes. Celles-ci ne peuvent en effet qu'être copiées, jusque dans le langage, sur des pratiques constitutionnelles bourgeoises, comme par exemple le droit du pouvoir exécutif de dissoudre et de reconstituer les assemblées élues. Toutes ces formes sont depuis longtemps dépassées non seulement pour le Parti, mais même pour l'Etat révolutionnaire historiquement transitoire du prolétariat victorieux. A qui veut y adhérer, le Parti n'a pas à présenter de plans constitutionnels et juridiques de la société future, puisque de telles formes n'existent que dans les sociétés de classe. Quiconque, voyant le Parti avancer sur cette voie, ne se sent pas encore à une telle hauteur historique, doit savoir que nul ne l'empêche de prendre une autre direction. Nous n'avons aucune autre mesure à prendre en la matière.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1965

LISTE N. 6 :	Emile 10 ; Lucien 10 ; Christian 12 ; Piccino 10 ; Winterthur salue et remercie Toulon 50 ; François 12 ; Vive "Le Proletaire" 10 ; Julien 5 ; Gérard 2,5 ; Ondina, la plus jeune internationaliste salue les camarades de Paris et Marseille 10 ; Marseille salue Ondina 21 ; Pour la dictature du prolétariat 36 ; Réunion Marseille 33,70 ; don pour la presse 5 ; Emmanuel 10 ; Christian 4 ; Vive la révolution 20 ; Jean 2,50 ; François 12 ; Pour le "Proletaire" 10 ; Solde 48 ; Lucien 16 ; Soutien Michel 12 ; Change 12 ; Christian 10 ; D. sympathisant 5 ; Gérard 6 ; Piccino 1,50 ; Mathieu 10 ; Lena 4,20 ; Nestore 80.
Total liste N. 6	490,40 F
Total précédent	2.728,56 F
Total général	3.219,96 F

L'impérialisme n'est pas un "tigre de papier"

(Suite de la 1^{re} page)

« sociale ». Ils bercent les masses et se bercent eux-mêmes de cette illusion, de cet espoir d'atténuer les contradictions du système capitaliste.

Les réformistes ne crient à la « réaction » que lorsque la nature profondément réactionnaire du système actuel éclate en manifestations de violence politique ou armée des classes dirigeantes. En renversant le « socialiste » Ben Bella, Boumediène compréhensif « l'acquis de la révolution » algérienne, comme l'ont dit nos stalinien ? Il ne faut que décaler le voile pudique du « socialisme » sur les misères de « l'autogestion », de la prétendue « réforme agraire » et du maintien de la domination impérialiste sur l'Algérie bourgeoise. Mais Ben Bella avait déjà commencé. Il fit mine de recouper le joug des accords d'Evian, mais dut bientôt reprendre les négociations sur les hydrocarbures. Il vanta « l'autogestion » comme la voie des travailleurs vers leur propre émancipation, mais reprima la grève d'Alger et toutes les revendications prolétariennes. Il prétendit résoudre la question agraire en ne s'attaquant qu'aux terres des colons français ; mais que sont les quelques 100.000 paysans « autogérés » à côté des 7 millions de fellans ? Le maigre « acquis » de la révolution algérienne est un acquis bourgeois. Si Boumediène est « plus réactionnaire », cela signifie que les rapports de classes en Algérie et les rapports de l'Algérie avec les grandes puissances impérialistes restent des rapports d'oppression. « L'impérialisme est la réaction sur toute la ligne ». La réaction politique en Algérie ou la réaction armée au Vietnam n'est qu'une conséquence inévitable du caractère réactionnaire de la domination du capital financier.

L'une des questions fondamentales dans la critique de l'impérialisme est de savoir « s'il est possible ou non d'en transformer les bases au moyen de réformes » (Lénine). A cette question les marxistes répondent par la négative ; les opportunistes, au contraire, se lancent à la recherche de toutes sortes de recettes pour « élever la consommation des masses » afin de freiner le mouvement irréversible d'exportation des capitaux, ou pour « aider » les pays arriérés dans leur « développement économique ». Ils s'en prennent volontiers aux monopoles et à l'impérialisme, mais leurs conceptions restent sentimentalement attachées aux mirages de « l'économie nationale » et de la « libre concurrence ». Ils sont incapables de voir que le capitalisme a créé le marché mondial dont la loi est celle de tous les Etats « riches » ou « pauvres », « indépendants » ou pas. Cette époque est caractérisée non seulement par les deux groupes fondamentaux de pays (colonies et possesseurs de colonies), mais aussi par les formes les plus variées de pays asservis qui, formellement, sont indépendants du point de vue politique, mais qui, en réalité, sont pris dans un réseau de dépendance financière et diplomatique » (Lénine). Il n'est pas de réforme dans le domaine politique (et c'est aussi celui de la constitution d'Etats nationaux) qui soit susceptible d'atténuer les contradictions du système capitaliste, de son développement inégal, ou comme disent les démocrates, de remédier à « l'inégalité sociale » et au « sous-développement ». « L'impérialisme est le stade suprême du capitalisme ». Cela ne veut pas dire seulement qu'avec le marché mondial il a créé la base économique universelle de la dictature prolétarienne, mais que l'histoire humaine a placé à l'ordre du jour comme seule et dernière solution politique à tous ses maux : la révolution communiste.

Malgré « l'indépendance nationale », les trois quarts des ressources minérales des pays du « tiers monde » restent aux mains de l'impérialisme ; les quatre cinquièmes de la production des vingt-deux matières premières les plus importantes sont sous monopole étranger ; le pétrole rapporte neuf fois ce qu'il coûte aux grandes sociétés internationales ; six pays

tiennent la presque totalité des métaux rares d'Afrique dont les trois quarts reviennent aux Etats-Unis, etc... C'est le délégué de la Chine au Deuxième Séminaire afro-asiatique d'Alger (février 1965) qui dresse ce bilan du mouvement d'émancipation nationale qui devait porter un coup mortel à l'impérialisme mondial. EST-CE pour montrer qu'en l'absence de révolution prolétarienne l'immense mouvement de libération des peuples coloniaux ne pouvait qu'aboutir à créer un marché plus « libre » et plus vaste à la concurrence des capitaux ? Point du tout. La Chine a « sa » recette, version asiatique de la « compétition pacifique » de la Russie avec l'Ouest. Et cela s'appelle « guerre de libération économique », « O.N.U. révolutionnaire ! ».

« Peut-être l'expérience du peuple chinois dans sa construction nationale, pendant les dix dernières années et davantage, peut-elle servir comme un exemple utile à nos nombreux amis d'Asie et d'Afrique, et, s'il en est ainsi, nous sentirons grandement honorés ». Touchante modestie « féline » d'un « tigre » qui n'est encore qu'en papier !

De tous les pays qui ont conquis leur « indépendance » après la seconde guerre mondiale, la Chine est, en effet, le seul qui offre un exemple sérieux de « construction nationale », c'est-à-dire d'un développement capitaliste relativement puissant et prometteur. Mais c'est aussi le seul auquel l'impérialisme russo-américain, par crainte d'un dangereux rival, ait fermé les portes, refusé les capitaux et les machines nécessaires à un « grand bond en avant » et dont il ait attaqué les frontières. Ainsi la Chine n'a dû compter que sur ses « propres forces » et sur le seul « capital humaine » que Staline avait jadis tant fait suer pour « construire » l'U.R.S.S. Comme Pékin l'a reconnu ce n'est « peut-être » pas la voie la plus rapide, mais c'est la plus sûre. Son secret ? Appuyer les progrès de l'industrialisation sur le développement de l'agriculture, en d'autres termes, faire passer la « construction nationale » non par les banques de Moscou ou de New York, mais par l'accumulation primitive du capital dans les campagnes chinoises. Tel est le programme que le « socialisme » maoïste propose indifféremment au cheik Abdulla, au président Nasser ou au

colonel Boumediène, programme de la plus classique et de la plus pure accumulation capitaliste ! Tuer l'impérialisme par le capitalisme... Chasser le « tigre » avec un chat !

Voici bientôt un siècle Marx montra dans le « capital » comment la « libre concurrence », la « propriété fondée sur le travail » (que les bourgeois considéraient alors comme lois éternelles de la nature), engendrait le monopole et la propriété fondée sur le capital détenteur des moyens de production. Nul n'essaya alors de « réfuter » cette prévision : on feignit de l'ignorer. Il fallut qu'au début de ce siècle elle se réalise, que les monopoles contrôlent effectivement toute la vie économique et placent leurs ententes ou leurs rivalités au-dessus des frontières et des « intérêts nationaux », pour que l'on commence à dire : le marxisme est dépassé ! Les révisionnistes ne prétendirent pas rejeter l'analyse marxiste du développement du capitalisme, mais seulement sa prévision catastrophique des crises, des guerres et des révolutions. Depuis que le révisionnisme est devenu idéologie d'Etat, avec Staline et Mao Tsé Toung, nous avons vu baptiser « socialistes » les formes les plus typiques de l'accumulation du capital et les économies les plus arriérées, les plus embourbées dans la petite propriété parcellaire. Que cela puisse être présenté comme la négation et l'antidote de l'impérialisme, ce n'est plus seulement du « révisionnisme », c'est le comble de l'absurde et du ridicule. Mais une chose sont les idéologies et une autre ce qu'elles expriment.

Pékin ne se demande même pas si son programme de « construction nationale » est tout aussi réalisable pour des pays qui n'ont pas les ressources naturelles et humaines de la Chine, ni s'il est souhaitable de le réaliser du simple point de vue d'une utilisation rationnelle des richesses du globe. En offrant son « aide » et son « expérience », la Chine vise surtout à construire son propre « bloc » impérialiste, à gagner sa propre clientèle internationale, à la mesure de son appétit et de ses besoins. Déjà, ses « Nations - Unies révolutionnaires » sont une façon plus conformiste de poser sa candidature à l'autre organisation, celle des gendarmes de l'ordre établi. Car il n'y pas de « nations révolutionnaires », mais des classes révolutionnaires ; et la seule classe révolutionnaire, la seule force sociale à organiser pour abattre l'impérialisme dans ses forteresses, c'est le prolétariat de tous les pays !

Grève ou négociation

(Suite de la 1^{re} page)

« sonniers » : c'est l'aveu d'un premier échec de la revendication, puisque c'est en riposte à ces fluctuations d'horaires que les ouvriers ont débrayé en avril. D'autre part, disent les syndicats, « l'augmentation de salaire de 1,5 pour cent ne correspond pas aux besoins des travailleurs exprimés par leur revendication d'une augmentation de 0,20 F l'heure ». C'est l'échec n° 2. Enfin : « La direction s'est contentée de réponses évasives concernant l'annulation des licenciements arbitrairement décidés par elle au cours des conflits, ainsi que la levée de toutes les sanctions ayant frappé les grévistes ». C'est le troisième et dernier échec ; le plus catastrophique parce qu'il consacre le triomphe incontesté d'un patron de combat.

Après cela les bonzes de la Fédération C. G. T. de la Métallurgie ne manquent pas de culot quand ils déclarent que « seule l'action menée pendant neuf semaines est à l'origine des quelques mesures de nature positive bien qu'encore largement insuffisantes... » et que « ces mesures ne sont donc d'aucune manière à mettre au crédit du seul « dialogue » et du bon vouloir de la direction ». C'est pourtant la reprise du dialogue qui a été, tout au long de la grève, le mot d'ordre essentiel de la C. G. T... Qu'elle ait d'ailleurs la ferme intention de continuer dans la même voie, en multipliant les mouve-

ments impuissants et fragmentés, en pratiquant toujours son stérile crétinisme démocratique, elle l'a encore montré au cours de la même période d'agitation sociale :

DANS LES PAPIERS ET CARTONS où, après la journée revendicative du 2 juin qui a mobilisé 15.000 ouvriers, la C. G. T. et la C. F. D. T. « estiment qu'il est nécessaire que la lutte unie se poursuive à l'échelle de chaque entreprise » et « recommandent partiellement des arrêts limités de travail ».

DANS TOUTE LA METALLURGIE où, le même jour, les ouvriers ont, un peu partout, stoppé le travail durant quelques heures et où la Fédération C. G. T. déclare sans rire que « les reculs patronaux pourraient être plus grands, si le patronat de la métallurgie ne bénéficiait pas, dans sa résistance acharnée, du soutien du pouvoir gaulliste ». Comme si tout gouvernement bourgeois n'avait pas pour rôle de soutenir les bourgeois contre les ouvriers ! Ces gens-là font penser au capitaine d'une équipe de football qui se justifiait d'avoir été battu parce que son équipe avait eu contre elle le vent, le soleil, le public, et même les adversaires !

DANS LES P. T. T. où la grève de 24 heures, du 24 juin, des agents de guichet « était donc une grève pour les revendications du personnel, mais aussi une grève pour que le public soit mieux servi ! »

Toutes choses qui, désormais, se passent de commentaire.

LISEZ

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique trimestrielle du Parti Communiste International

- Au sommaire du numéro 32 (juillet - septembre 1965) :
- Force, violence et dictature dans la lutte de classe.
- A bas "l'anti-impérialisme" bourgeois ! (Thèses sur la question chinoise).
- "Histoire de la gauche communiste".
- Le 35e Congrès de la C.G.T.

Le numéro : 2,50 F (Belgique 25FB) - Abonnement annuel : 9 F - Abonnement combiné avec "Le Proletaire" : 12 F - Abonnement de soutien : 20 F - Spécimen gratuit sur demande.